

L'écologie, un impératif qui ne s'impose pas

Reconnue par tous, citoyens et candidats, comme essentielle, la question environnementale préoccupe moins que d'autres. La région condense paradoxes et interrogations

Tous, hormis Eric Zemmour, ont fait de "l'impératif écologique" une ligne de conduite. Certains, à l'image de l'écologiste Yannick Jadot, en font le postulat de leurs politiques publiques, d'autres le corollaire indispensable, d'autres encore, une imposante nécessité. Du communiste Fabien Roussel qui y voit "un nouveau modèle de développement" à la nationaliste Marine Le Pen qui mise sur les circuits courts et le bien-être animal, chaque prétendant a sa clé. Elle ouvre sur une préoccupation majeure des jeunes générations, moins angoissées que leurs aînées par le pouvoir d'achat, la santé ou la sécurité. La porte grince lorsqu'il s'agit d'élargir la campagne présidentielle à la question environnementale. Elle est pourtant, si l'on suit la logique des plus convaincus, incontournable. "Imposons le bénéfice climatique comme le seul critère d'action publique", alertait samedi Yannick Jadot à Lyon, lors de la présentation de son programme.

Tenant d'une ligne plus pragmatique que ses concurrents dits "radicaux" chez les verts, l'eurodéputé fait infuser l'idée que le respect de l'environnement sert à "protéger le vivant", donc à "manger sainement" en respectant des circuits commerciaux courts, à "mieux se soigner" en respirant mieux, à

économiser l'énergie en favorisant l'isolation des logements et le renouvelable... Au final, à "mieux vivre ensemble". Une "société du bonheur" revendiquée chez Fabien Roussel aussi, mais qui se heurte au quotidien. Difficile de prôner la joie de vivre lorsque dure la crise sanitaire, que s'annoncent les crispations sociales et religieuses, les angoisses économiques et identitaires. La campagne d'Emmanuel Macron, où il cherchera à mettre en avant un bilan volontariste et foisonnant au moins dans les intentions, même s'il est décrié par les militants environnementaux, s'annonce cocasse.

Petit pays de cinq millions d'habitants où les montages se reflètent dans le littoral et où les zones industrielles coupent paysages agricoles et réserves naturelles, notre région condense les enjeux climato-logiques. Inondations meurtrières dans le Var et eaux qui montent en Camargue, enneigement chaque année moindre dans les Alpes et acidification d'une Méditerranée à l'incroyable biodiversité malmenée, pollutions sur l'étang de Berre et vendanges de plus en plus précoces en Vaucluse... Nous multiplions les reportages chaque semaine dans ces colonnes. Les éclairages que nous vous proposons cette fois sont des indicateurs.

François TONNEAU



QUALITÉ DE L'AIR

Les drones, nouvel outil de mesure



Atmosud a testé l'utilisation de drones pour mesurer les taux de soufre dégagés par les navires.

PHOTO A1 MOUTOU

C'est une nouveauté dans la boîte à outils de la mesure de la qualité de l'air. Utilisés durant les deux derniers étés dans la baie de Marseille et la rade de Fos-sur-Mer par Atmosud, dans le cadre d'une étude baptisée "Scipper", en projet à Fos-sur-Mer où l'association ADPIGE, présidée par Daniel Moutet met au point un appareil avec la société Cambulle et l'Institut écolito, les drones ne vont pas encore tout révolutionner. "Mais ils vont permettre d'améliorer nos connaissances", explique Philippe Chaimaret, directeur de l'Institut écolito de Fos. Notamment pour mieux comprendre les changements chimiques qui se produisent à la sortie d'une cheminée industrielle, lorsque le gaz émis entre en contact avec l'air. Le projet fosséen, ambitieux, encore au stade expérimental, résonne avec l'étude d'Atmosud : "Il s'agit d'étudier la pollution émise par des navires en marche, et pas seulement ancrés au port de Marseille", commente son directeur Dominique Robin.

Les données de l'été 2021 sont encore appelées à être analysées par des scientifiques, mais

celles de 2020 ont apporté leur lot d'enseignements. "Ces tests nous ont permis de vérifier la faisabilité du procédé, et d'avoir des premiers résultats", note Dominique Robin. Ils complètent les contrôles faits à bord, permettent de vérifier que les navires utilisent des carburants à la bonne teneur en soufre."

Ces nouvelles études aborderont la littérature sur la qualité de l'air dans les Bouches-du-Rhône. En 2018, l'étude Scenari, pilotée par l'Etat, la plus complète à ce jour, avait pu démontrer toute la complexité du phénomène particulièrement dans une large moitié ouest du département, englobant la zone Fos-Etang de Berre. Si l'industrie est souvent montrée du doigt, avec ses panaches et ses incidents qui émaillent la vie quotidienne des habitants, la circulation automobile n'est pas en reste. Marseille est concernée, et la pollution suit particulièrement les tracés des autoroutes, comme des villes les plus fréquentées. Les liens entre pollution de l'air et impact sur la santé ne faisant plus de doute, l'agence régionale de san-

té doit lancer dans les mois qui viennent un registre des cancers. Autant de données qui peuvent faire peur, et donner une image négative de la qualité de vie à l'ouest des Bouches du Rhône. "Il y a un vrai paradoxe entre la perception de notre zone, et la qualité de vie qui est proposée aux habitants", note cependant Jean Hetsch, maire de Fos-sur-Mer, avec des services qui n'existent pas forcément ailleurs, à des prix souvent réduits au maximum."

Dans des villes, qui ont prospéré au pays de l'or noir et de la sidérurgie, souvent auréolées de labels "verts" (quatre fleurs pour Istres et Martigues, pavillon bleu à Fos comme ailleurs), conjuguer industrie et préservation de l'environnement est un challenge qui dure depuis des dizaines d'années. Mais le chantier de la qualité de l'air perdure, avec des nouveautés attendues, et des débats apaisés notamment grâce au dispositif "Réponses", qui permet depuis deux ans de concilier attentes de la population et actions des industriels.

E.G.

DANS LA RÉGION SUD

4 parcs nationaux

9 parcs régionaux

10 réserve naturelles nationales

7 réserve naturelles régionales

4 réserves biosphère

Chaque année on recense dans la région PACA 4 500 décès liés à la pollution aux particules fines.

Avec 4,62 kg/ha, Paca fait partie des régions qui achètent le plus de pesticides

